

Football/Renouvellement du bureau exécutif de la Fégafoot/ Cinq prétendants, un siège

Bosco Alaba Fall : " Mon projet sportif est réalisable "

Entretien réalisé par MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

Candidat à sa propre succession, Pierre Alain Mounguengui va mettre en jeu, samedi prochain, à Lambaréné, le fauteuil qu'il occupe depuis 2014, à l'occasion de l'élection du président de la Fédération gabonaise de football. Quatre autres candidats, Jérôme Effong Nzolo, Blanchard Paterné Andoume, Placide Xavier Bourdette et Bosco Alaba Fall, sont également en lice et vont se soumettre au verdict des 35 grands électeurs que sont les ligues provinciales, les clubs de première division et les associations affiliées.

Dans cette perspective, le quotidien l'Union se propose de donner la parole aux cinq candidats, de sorte que chacun présente son programme et explique ses spécificités.

Pour en essayer les plâtres, nous avons choisi le président de l'AO CMS, Bosco Alaba Fall. Juriste et magistrat de formation et non moins passionné de football depuis son jeune âge, il brigue la présidence de la Fégafoot pour redresser, dit-il, une barque à la dérive. Marié et père d'une nombreuse famille, nanti d'années d'apprentissage positif auprès de certains grands dirigeants sportifs du football gabonais dont Jean Boniface Assélé, Idriss Ngari, Etienne Guy Mouvaga Tchoba, René Ndemezo'Obiang et autres Jean Yves Otourou, il affirme avoir les capacités de mieux diriger, au regard de sa connaissance de l'environnement du football gabonais.

l'union. Peut-on connaître les motivations qui vous amènent à briguer la présidence du bureau exécutif de la Fédération gabonaise de football (Fégafoot) ?

Bosco Alaba Fall : Vous savez qu'au commencement c'est Dieu, et il est à la fin. Ma motivation relève d'abord de la divinité, pour la simple raison que j'ai été, à plusieurs reprises dans le passé, sollicité pour briguer la présidence de la Fédération gabonaise de football (Fégafoot). Il a fallu que je sorte du Gabon et qu'à mon retour, je décide de me présenter avec l'onction divine. S'ensuit le constat que je fais, avec moi l'opinion sportive, de l'environnement de notre chère discipline. Oui! notre football est gravement malade. Certains pensent qu'il est dans un état comateux, d'autres estiment qu'on s'achemine, petit à petit, vers la mort de celui-ci. C'est donc la raison pour laquelle quelques compatriotes et moi avons décidé d'être au service du football national et de la jeunesse gabonaise.

Qu'en est-il de votre projet sportif ?

Il est connu dans l'ouvrage que vous avez entre vos mains. Il s'articule autour de trois piliers : restructurer, former et appliquer. La restructuration va se dérouler en plusieurs phases. La première porte sur le fonctionnement de la fédération, avant de s'étendre sur les ligues, les ligues professionnelles, les clubs, les groupements d'intérêts sportifs, les sous-ligues, etc. Le premier objectif, au niveau fédéral, c'est d'améliorer d'abord le fonctionnement de l'institution. Il faut la rendre plus performante, professionnelle et efficace. La moralisation de notre environnement n'est pas en reste, sans oublier les actions qui sont nombreuses. Si Dieu veut qu'on arrive à la fédération, on commencera d'abord à modifier les textes et les règlements qui, en ce moment, présentent des incohérences notoires. Il faut que nos statuts s'arriment non seulement aux règlements de la Fifa, mais aussi au nouvel



Photo : Sylvia Bai

Bosco Alaba Fall, candidat à la présidence de la Fédération gabonaise de football (Fégafoot).

environnement du football. Par exemple, nos statuts actuels, qui datent de 2013, consacrent une disposition qui parle des agents des joueurs. Or, depuis le 30 avril 2015, la Fifa a élaboré un règlement sur la collaboration avec les intermédiaires (nouvel appellation des agents des joueurs). Un premier exemple qui me paraît comme une aberration. Après, il faut voir aussi d'autres contrariétés, car un même texte, en droit, ne peut pas prévoir deux dispositions. Il y a le collège électoral qui détermine ses membres (clubs de D1, ligues provinciales, groupements d'intérêts sportifs, etc). Mais l'article 77 du même code prévoit que le football est organisé et coordonné par la Fégafoot, par ses démembrés. Et là, on parle des clubs de D1 et D2 professionnels. La deuxième division étant professionnelle, pourquoi n'est-elle pas membre du congrès ? Pourtant, implicitement, l'article 77 reconnaît la place des clubs de D2 professionnels et, curieusement, l'article 22 écarte un peu ce groupement d'intérêt sportif.

Au titre toujours des aberrations, il y a des dispositions que nous avons l'obligation d'intégrer dans les nouveaux statuts. Aujourd'hui, tous les corps de métiers de football doivent prendre une part active dans la gestion du football. C'est dommage que les journalistes sportifs soient en marge du congrès, tout comme les médecins sportifs, les centres de formation, les écoles de football, etc. Ne serait-ce qu'à titre consultatif. Autrefois, certains de ces groupements participaient ou étaient délégués du congrès. Pourquoi les avoir écartés ? Il faut donc restructurer ce qui existe et créer ce qui n'existe pas. Notamment la mise en place d'un tribunal arbitral local de football pour trancher nos crises. La rédaction du règlement intérieur du congrès, du règlement financier du congrès, des équipes nationales, du joueur amateur et professionnel, etc. La Fifa, pour protéger les clubs formateurs, renvoie toutes les fédérations nationales à mettre en place des règlements spéciaux sur, par exemple, les indemnités des joueurs, les mécanismes de solidarités des joueurs, etc. Car une juridiction qui tranche doit avoir un support juridique. Nos objectifs font découler de nombreuses actions. Notamment l'établissement d'une carte uniforme de l'organisation administrative de notre football et la mise en place des compétitions, afin que chaque structure soit opérationnelle sur l'ensemble du territoire national.

Sous la houlette du président Bosco Alaba Fall, il est possible que le football se joue au même moment dans toutes les ligues

provinciales. Nous entendons également consolider la professionnalisation de nos démembrés dont les ligues provinciales qui, il faut l'avouer, doivent être autonomes dans de bonnes conditions de travail. C'est le cas de nos clubs professionnels qui, tout en jouant régulièrement, ont besoin de fonctionner convenablement. A ce sujet, nous allons mettre en place un cadre juridique devant leur permettre d'avoir un autofinancement fiable. Cette restructuration va nous permettre de rentrer dans un monde de football d'entreprises. La communication n'est pas en reste dans notre restructuration.

Il y a le deuxième pilier qui est la formation. J'entends par là une formation initiale et une formation continue. Initiale, parce que nous avons besoin de former beaucoup d'encadreurs techniques (entraîneurs, préparateurs physiques, kinésithérapeutes, médecins sportifs, avocats sportifs) qui, aujourd'hui, font défaut. Ils ne sont pas nombreux, tout comme les arbitres. Nous voulons aussi aider les journalistes sportifs, afin qu'ils se spécialisent, pour mieux maîtriser les différents sujets de notre football.

Nous devons également former des intermédiaires qui interviendront localement et au plan international. Cette formation nous permettra d'avoir des hommes et des femmes compétents. Ce qui va nous amener au dernier pilier : appliquer.

L'application, ici, ne se limite pas seulement au respect des textes et règlements. Mais aussi à mettre en place une direction nationale d'audit et de contrôle, qui rappellera tout le monde à l'ordre.

Un projet ambitieux au demeurant, mais avec quel financement ?

L'Etat continuera à être un appui pour la Fégafoot et ses démembrés. Il y a les aides de la Fifa et de la Caf, mais la gestion au titre de la restructuration sera transparente. Il est hors de question pour nous de travailler en opacité. Ce que la Fifa donne annuellement, doit être connu à chaque congrès. Et c'est d'ailleurs le congrès qui doit définir ou déterminer les dépenses. Les ligues, bien entendu, auront l'obligation de venir au congrès avec un budget prévisionnel. Car l'argent du football ira à ses acteurs. Nous avons l'obligation, pour ne pas dire un devoir impératif, d'éviter la suspicion. Il y a aussi le sponsoring que nous n'allons pas négliger, en plus des activités que la fédération devra créer et qui vont nous favoriser d'avoir des sources de financement. Cela nous permettra de multiplier les matches amicaux de nos différentes équipes nationales ou les clubs. Ils produiront des recettes qui alimenteront nos différentes structures, etc. Le football est devenu un vrai business. Nous sommes actuellement en pleine négociation avec des partenaires qui, si nous sommes élus, viendront nous apporter leur expertise. Il nous faut des partenaires pour booster, entre autres, notre championnat professionnel. Si nous avons des hommes et des femmes compétents et disponibles, il n'y a pas de raisons que notre projet ne soit pas réalisable tout au long de notre mandat.



COMMUNIQUE DE PRESSE Fin des perturbations en électricité à Essassa

Libreville, le 16 avril 2018 - La SEEG informe sa clientèle de la fin des perturbations observées le week-end dernier dans l'alimentation en électricité de la zone d'Essassa, près de Ntoum.

Ces difficultés étaient consécutives à l'abattage d'un arbre par un riverain, dont la chute a entraîné la perte de deux supports électriques et le manque de tension sur un tronçon de la ligne Essassa.

Nos équipes techniques ont travaillé sans relâche tout le week-end écoulé, jusqu'au rétablissement de la fourniture en électricité qui est intervenu hier dimanche 15 avril à 09 heures.

La SEEG s'attache également à rappeler que tous travaux aux abords des lignes électriques doit faire l'objet d'un signalement auprès de la Direction Technique (01 76 73 73).

Par ailleurs, la SEEG exprime ses regrets à l'ensemble des clients affectés par ces désagréments.

**La Direction de la Communication
& de la Responsabilité Sociétale**